

Giulio, un doctorant qui étudiait le mouvement ouvrier égyptien

Giulio Regini effectuait un travail universitaire sur le syndicalisme indépendant de l'Etat. Il s'agit d'un sujet particulièrement sensible en Egypte.

Pendant une cinquantaine d'années, les organisations autorisées portant dans ce pays le nom de syndicat ont en effet été de simples prolongements de l'appareil d'Etat. Il est même arrivé que le ministre responsable d'un secteur d'activité soit simultanément le principal responsable du syndicat sur le champ d'activité correspondant !

La révolution de janvier 2011 avait vu se lever l'espoir que les travailleurs aient enfin la possibilité de s'organiser librement. Et des syndicats indépendants ont rapidement proliféré.

Mais rien n'a changé dans la législation en vigueur, et les gouvernements autoritaires qui se sont succédés ainsi que le patronat ont tout mis en oeuvre pour étrangler le syndicalisme indépendant.

Malgré cela, la lutte continue pour ne pas revenir à la situation existant avant 2011.

Etant en lien direct avec les syndicalistes persécutés par le pouvoir, Giulio avait donc beaucoup d'ennemis. Et cela malgré le soutien que lui apportaient un certain nombre de syndicats étrangers, et en premier lieu la centrale italienne CGIL.

Raison supplémentaire pour exiger que la vérité soit faite sur la mort de Giulio.



Une répression généralisée

Au nom de la "lutte contre le terrorisme", le régime de Sissi ne réprime pas seulement les islamistes, mais également les étudiants et travailleurs en lutte, les intellectuels et militants associatifs. Quelques exemples.

En 2015, au moins 23 journalistes étaient derrière les barreaux : ce nombre place l'Égypte en deuxième position derrière la Chine alors que sa population est bien moins nombreuse.

Ces derniers mois, les forces de sécurité ont inquiété, voire fermé, de nombreux lieux culturels et laïcs, ainsi que des ONG : la célèbre maison d'édition Merit, la galerie d'art Townhouse, le théâtre Rawabet, le centre Nadim (principale ONG de documentation et de soutien aux victimes de la torture). Des artistes sont condamnés. Ainsi l'écrivain Ahmed Naji et la poète Fatima Naoot viennent d'être condamnés à 2 et 3 ans de prison pour leurs écrits.

Afin d'empêcher toute célébration du 5ème anniversaire de la révolution, la Sécurité aurait réalisé en janvier 2016 des raids dans 5,000 appartements dans le centre-ville du Caire, ciblant les jeunes militants pro-démocratie.

En quatre mois seulement (d'août à novembre 2015), 340 disparitions forcées, en majorité des étudiants, ont été dénombrés (en moyenne trois disparitions par jour). Pour le seul mois de novembre, plusieurs douzaines de cas de torture en prison ont été comptés. En 2015, d'après l'ONG Nadim, 474 personnes auraient été tuées par la police (dont 137 en détention) et 676 autres torturées. Enfin, le nombre de prisonniers politiques excéderait actuellement 100,000 détenus.



Principales sources des chiffres : articles de la FIDH

Photo du haut : Shaima Al-Sabbagh, activiste de gauche tuée le 24 janvier 2015 par la police

